

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Libye

N° 44 du 07.01 au 09.02.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libyens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

[Des centaines de soldats US débarquent sur les côtes de Libye.](#)

[La Russie hostile à une réédition du scénario libyen.](#)

Amnesty International : Libye : morts de détenus dans un contexte de torture généralisée.

2 Politique

3 Résistance - Sur le terrain

Reprise de la ville de Bani Walid !

Des Canons ... pas du beurre

[www.gnet.tn](http://www.gnet.tn) : Le chef des insurgés de Tripoli menace de transformer la Libye en brasier.

4 Politique des Usa

Les grandes manœuvres

[Obama envoie ses soldats à Tripoli.](#)

6 Les institutions

Otan

Antoine : Libye, l'OTAN a tué des civils.

7 Pays Arabes & voisins

Russie

[french.irib.ir](http://french.irib.ir) : Moscou veut la lumière sur les civils tués par l'Otan

8 Les pays

1 Belgique

L'opération en Libye a coûté 32 millions d'euros.

---

---

---

Tiré à part

[Des centaines de soldats US débarquent sur les côtes de Libye.](#)

Selon Elbadil, les forces américaines concentrées à Malte, ont débarqué hier sur les plages des villes de Brega, Raes Lanouf et Sirte sous le prétexte de protéger les champs pétroliers et les ports d'exportation. La résistance a annoncé qu'elle va brûler la Libye et tout soldat étranger qui posera ses pieds sur la terre libyenne.

Pour rappel le quotidien Elkods Elarabi et le site Elbadil ont déjà publié depuis quelques jours que le

présiden américain Barack Obama a donné une directive pour transférer 12 000 soldats américains de Malte vers la Libye.

Les troupes occidentales espèrent sécuriser l'exportation du pétrole libyen vers les marchés européens à des prix très bas ne dépassant pas 20 dollars le baril, ceci est le premier résultat de l'accord conclut par le chef du gouvernement libyen El-Kib avec les pays de l'otan.

Il est noté que les États-Unis avait acheté de pétrole irakien entre 2003 et 2007 au prix d'un dollar le baril, sous le prétexte de restaurer les dépense de la «libération» de l'Irak, et il semble que les atlantistes suivent de la même méthode aujourd'hui en Libye.

<http://www.algeria-isp.com/actualites/politique-libye/201201-A8241/libye-des-centaines-soldats-americaains-debarquent-sur-les-cotes-libye-janvier-2012.html>

[La Russie hostile à une réédition du scénario libyen.](#)

Le scénario libyen d'usage de la force ne peut être considéré comme précédent pour régler d'autres crises, a déclaré mercredi à Bruxelles le chef de l'Etat-major général des Forces armées russes, le général Nikolaï Makarov.

"Nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle le scénario libyen de l'usage de la force peut être considéré comme précédent dans d'autres crises. Nous ne pouvons accepter sa réédition", a indiqué le général devant les journalistes à l'issue d'une réunion du Conseil Russie-Otan au niveau des chefs d'Etat-major.

Evoquant les conséquences du conflit libyen, M.Makarov a particulièrement insisté sur l'éparpillement incontrôlé d'armements à travers la région, notamment de missiles sol-air portables, à partir d'entrepôts de l'ancienne armée libyenne.

La communauté internationale craint ces missiles légers et faciles à manier, et est inquiète de leur dissémination et de leur utilisation éventuelle par des groupes terroristes, en particulier Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), contre des avions civils.

[Lancée à la mi-février 2011](#), la contestation du régime de Mouammar Kadhafi a dégénéré en confrontation armée .

D'après les médias internationaux, les frappes de l'Otan effectuées de mars au 31 octobre 2011, ont coûté la vie à de 40.000 à 70.000 civils libyens. Kadhafi, qui a gouverné la Libye pendant 42 ans, a été assassiné 20 octobre 2011.

19/01/2012

<http://www.algeria-isp.com/actualit...>

Publié le 23/01/2012 à 21:4

Amnesty Intrnational : Libye : morts de détenus dans un contexte de torture généralisée.

Les délégués d'Amnesty International se sont entretenus en Libye avec des prisonniers incarcérés à Tripoli et aux alentours, à Misratah et à Gheryan.

Ils présentaient des marques visibles indiquant qu'ils avaient subi des actes de torture au cours des derniers jours et des dernières semaines, notamment des blessures ouvertes sur le crâne, les bras et les jambes, le dos et d'autres parties du corps.

Ces actes de torture sont infligés par des entités militaires et des services de sécurité officiellement reconnus, ainsi que par un grand nombre de milices armées opérant en dehors de tout cadre légal.

*Après toutes les promesses faites de placer les centres de détention sous contrôle, il est affligeant de constater qu'il n'y a pas d'amélioration concernant le recours à la torture.*

**Donatella Rovera** (depuis la Libye), principale conseillère d'Amnesty International pour les situations de crise.

Nous n'avons connaissance d'aucune véritable enquête menée sur les cas de torture, et ni les victimes ni les familles des prisonniers morts en détention n'ont eu de recours en vue d'obtenir justice ou des réparations pour ce qu'elles ont subi.

Si de nombreux détenus nous ont raconté les tortures qu'ils ont subies, certains étaient trop effrayés pour se confier, craignant des sévices encore plus violents s'ils parlaient, et se sont contentés de nous montrer leurs blessures.

Des témoignages accablants

Les prisonniers, des Libyens et des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne, ont raconté à Amnesty International qu'ils avaient été suspendus dans des positions contorsionnées, battus des heures durant avec des fouets, des câbles, des tubes en plastique, des bâtons, des chaînes et des barres métalliques, et

qu'ils avaient reçu des décharges électriques infligées à l'aide de câbles sous tension et de pistolets semblables à des Taser.

Les types de blessures observées corroborent leurs témoignages. Les rapports médicaux qu'a pu consulter Amnesty International confirment également le recours à la torture contre plusieurs détenus, dont certains sont morts en détention.

La majorité des prisonniers pris pour cibles sont des Libyens qui seraient restés fidèles au colonel Mouammar Kadhafi au cours du récent conflit. Quant aux étrangers, pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne, ils continuent d'être placés en détention de façon aléatoire, notamment en raison de leur situation irrégulière, et sont parfois torturés.

Les détenus sont généralement torturés au moment de leur arrestation par des milices armées locales et plus tard lors des interrogatoires, y compris dans les centres de détention officiels. Jusqu'à présent, ils n'ont pas été autorisés à consulter un avocat. Plusieurs d'entre eux ont raconté à Amnesty International qu'ils avaient « avoué » des crimes qu'ils n'avaient pas commis, uniquement pour qu'on cesse de les torturer.

À Misratah, les détenus sont torturés dans un centre d'interrogatoires géré par la sécurité militaire nationale (Amn al Jaysh al Watani), ainsi qu'aux sièges des milices armées.

Le 23 janvier, les délégués d'Amnesty International se sont entretenus avec des détenus à Misratah, torturés quelques heures auparavant. L'un d'entre eux, toujours incarcéré, a expliqué :

*"Ce matin, ils m'ont emmené en haut pour m'interroger. Cinq hommes en civil se sont relayés pour me rouer de coups et me fouetter. [...] Ils m'ont suspendu par les poignets en haut d'une porte pendant environ une heure, tout en continuant à me frapper. Ils m'ont aussi donné des coups de pied."*

Un autre prisonnier a raconté qu'il avait été frappé sur les blessures qui lui avaient été infligées le mois précédent par des miliciens. Voici son témoignage :

*"Hier, ils m'ont frappé avec un câble électrique, alors que j'avais les mains menottées derrière le dos et les pieds attachés. Ils ont menacé de me renvoyer aux mains des miliciens qui m'avaient capturé, qui me tueraient."*

#### Morts en détention

Plusieurs détenus sont morts aux mains de milices armées à Tripoli et aux alentours, et à Misratah, dans des circonstances laissant à penser qu'ils ont été torturés.

Les proches d'un ancien policier, père de deux enfants, originaire de Tajura, à l'est de Tripoli, ont raconté à Amnesty International qu'il avait été arrêté par une milice armée locale en octobre 2011 et qu'ils n'avaient pas pu savoir où il se trouvait pendant près de trois semaines, jusqu'à ce qu'il puisse appeler sa femme.

Quelques jours plus tard, sa famille a été informée par un hôpital de Tripoli que son corps y avait été transféré.

Amnesty International a vu des photos de sa dépouille, qui présentait de graves contusions sur tout le corps et les bras et les jambes, ainsi que des blessures ouvertes sur la plante des pieds, semble-t-il causées par la falaqa (coups assénés sur la plante des pieds), une méthode de torture fréquente en Libye.

À la connaissance d'Amnesty International, la dernière personne morte en détention des suites de torture est Ezzeddine al Ghool, colonel de 43 ans et père de sept enfants, arrêté par une milice armée à Gheryan, à 100 kilomètres au sud de Tripoli, le 14 janvier.

Son corps, couvert de bleus et de blessures, a été restitué à sa famille le lendemain. Les médecins ont confirmé qu'il avait succombé à ses blessures. Plusieurs autres hommes détenus à la même période auraient eux aussi été torturés. Huit d'entre eux avaient des blessures graves, qui ont nécessité leur hospitalisation.

Amnesty International a reçu des informations concernant des cas similaires sur lesquels elle mène des recherches.

#### L'absence d'enquêtes

Malgré les demandes formulées à maintes reprises par Amnesty International depuis mai 2011, les autorités libyennes de transition, tant au niveau local que national, n'ont pas mené d'enquêtes dignes de ce nom sur les cas de torture et les morts en détention survenues dans des circonstances suspectes.

Dans tout le pays, la police et la justice demeurent défailtantes. Tandis que dans certaines régions, il semble que les tribunaux traitent des affaires civiles, les affaires dites "*sensibles*" en lien avec des enjeux politiques et de sécurité ne sont pas prises en compte.

Un éventail d'organes pour la plupart non officiels, n'ayant pas de statut légal, notamment les "comités judiciaires", mènent des interrogatoires dans divers centres de détention, en dehors de tout contrôle du système judiciaire.

*Jusqu'à présent, force est de constater que les personnes exerçant le pouvoir se sont montrées totalement incapables de prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la torture et aux mauvais traitements infligés aux détenus et amener les responsables présumés de ces agissements à rendre des comptes.*

### **Donatella Rovera**

Nous ne sous-estimons pas les défis que doivent relever les autorités libyennes de transition afin de rétablir le contrôle sur la multitude de milices armées opérant dans tout le pays, mais elles doivent agir de manière décisive pour mettre un terme à la torture. Afin d'édifier une nouvelle Libye fondée sur le respect des droits humains, cette question ne saurait être reléguée au dernier rang des priorités.

#### **Amnesty International invite de toute urgence les autorités libyennes à :**

- ordonner la fermeture de tous les centres de détention non officiels et instaurer des mécanismes chargés de placer tous les centres sous le contrôle des autorités et de surveiller efficacement les procédures et les pratiques en matière de détention ;
- veiller à ce que soient menées dans les meilleurs délais des enquêtes sur tous les cas recensés ou signalés de torture et de mauvais traitements, suspendre immédiatement les auteurs présumés de leurs fonctions en rapport avec la détention dans l'attente des conclusions de ces investigations, et lorsque les éléments de preuve recevables sont suffisants, traduire en justice les suspects dans le cadre de procès équitables, sans recourir à la peine de mort ;
- garantir que tous les détenus puissent consulter un avocat ;
- veiller à ce que les prisonniers bénéficient régulièrement d'examen médicaux et à ce que des certificats médicaux décrivant leurs blessures, éventuellement causées par des actes de torture, soient délivrés aux détenus et aux autorités judiciaires.

LIRE LE DOCUMENT "[Libye. Des atteintes aux droits des détenus avilissent la Libye nouvelle](#)"

Index AI : MDE 19/036/2011 -

13 octobre 2011

---

---

---

---

## 2 Politique

### CNT

Libye: le vice-président du CNT contraint à la démission.

La situation est tendue dans les rangs du CNT et une démission non des moindres s'ajoute à la pression grandissante qui est faite sur le nouveau gouvernement. En effet, son vice-président a été contraint à la démission dimanche.

Abdelhafidh Ghoga est accusé par les manifestants d'être un "opportuniste" et d'avoir fait partie du régime de Mouammar Kadhafi. Agressé jeudi à Benghazi (est) par des manifestants en colère, il a démissionné "dans l'intérêt de la Libye".

S'expliquant devant la presse, il déclare qu'"Après la fin de la guerre de libération, une atmosphère de haine qui ne sert pas l'intérêt national a commencé à dominer". Et de considérer cette « étape » aussi critique que celle de l'avant CNT.

Sous la pression de la rue, le CNT a également reporté l'adoption de la loi électorale qui régira l'élection d'une assemblée constituante en juin, au lendemain du saccage de son siège à Benghazi, le berceau de la révolution dans l'est du pays.

La situation est telle que les membres de ce nouveau gouvernement qui devaient de réunir en vue d'une conférence de presse sur cette adoption de loi, ont même du se réunir en grand secret, craignant pour leur sécurité.

Face à cette situation des plus tendue, le chef des nouvelles autorités libyennes, Moustapha Abdeljalil,

s'est tout de même voulu optimiste, excluant dimanche une démission du Conseil national de transition (CNT).

Selon lui, la dissolution engendrerait une guerre civile, accusant des "mains cachées" d'être derrière les dernières violences.

Samedi, des grenades artisanales avaient été jetées sur le siège du CNT à Benghazi avant que des centaines de manifestants ne l'envahissent et ne mettent le feu à sa façade.

Par ailleurs, au moins 4.000 étudiants libyens ont manifesté dimanche à Benghazi pour protester contre l'arrestation de 11 de leurs camarades après l'agression du vice-président du CNT dans leur université.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=21&frid=21&eid=47039>

Oliver Holmes : Les 'autorités' libyennes de plus en plus contestées.

Le vice-président du Conseil national de transition (CNT) libyen, Abdoul Hafiz Ghoga, a présenté dimanche sa démission, trois jours après avoir été pris à partie par de jeunes manifestants à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et berceau de l'insurrection anti-Kadhafi l'an dernier. Le président du CNT, Moustapha Abdeljalil, également conquis samedi soir par des manifestants, a affirmé que la Libye risquait d'être entraînée dans "un puits sans fond" si la contestation violente des nouvelles autorités se poursuivait. /Photo prise le 1er novembre 2011/REUTERS/Ismail Zitouny (c) Reuters

Par Oliver Holmes

Le vice-président du Conseil national de transition (CNT) libyen, Abdoul Hafiz Ghoga, a présenté dimanche sa démission, trois jours après avoir été pris à partie par de jeunes manifestants à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et berceau de l'insurrection anti-Kadhafi l'an dernier.

Le président du CNT, Moustapha Abdeljalil, également conquis samedi soir par des manifestants, a affirmé que la Libye risquait d'être entraînée dans "un puits sans fond" si la contestation violente des nouvelles autorités se poursuivait.

Ces incidents illustrent le mécontentement d'une partie de la population qui exige la révocation des personnalités liées à l'ancien régime encore à des postes de responsabilités.

Les manifestants de Benghazi exigent également une totale transparence sur les dépenses publiques, notamment sur la destination des fonds libyens gelés à l'étranger pendant la guerre civile et dont une partie a été débloquée après la chute de Mouammar Kadhafi.

Abdoul Hafiz Ghoga a annoncé dimanche sur Al Djazira sa démission "pour le bien de la nation".

"Malheureusement, le consensus en vue de défendre les intérêts de la nation n'existe plus. Une atmosphère de haine s'est installée (...) Je ne veux pas que cette atmosphère perdure et contrarie les efforts du Conseil national de transition", a-t-il dit.

Des sources politiques ont cependant précisé qu'une délégation avait été envoyée auprès du numéro deux du CNT pour tenter de le faire revenir sur sa décision.

S'adressant à des journalistes dans un hôtel de Benghazi, Moustapha Abdeljalil a souligné la gravité de la situation.

"Nous avons affaire à un mouvement politique qui peut entraîner le pays dans un puits sans fond", a-t-il dit. "Derrière ces manifestations, il y a quelque chose de néfaste pour le pays."

"DÉGAGE, DÉGAGE !"

"Il faut laisser plus de temps au gouvernement et il faut que ce gouvernement ait l'argent pour conduire les réformes. Il y a des retards, peut-être, mais nous ne sommes au travail que depuis deux mois. Il faut laisser sa chance au gouvernement, il faut lui donner au moins deux mois."

Moustapha Abdeljalil a précisé qu'il avait rencontré des dirigeants religieux et des manifestants pour discuter de leurs revendications.

Il a ajouté avoir accepté la démission du maire de Benghazi, Saleh el Ghazal, dont le successeur, a-t-il dit, ne sera plus désigné par les autorités mais sera élu.

Le président du CNT doit présenter dans la journée la loi électorale qui permettra d'installer d'ici six mois une assemblée nationale.

Samedi soir, une foule en colère réclamant la démission du gouvernement a envahi le siège du CNT à Benghazi.

Lorsque Moustapha Abdeljalil est sorti pour haranguer la foule, des manifestants lui ont lancé des bouteilles en plastique vides, obligeant les forces de l'ordre à tirer des grenades lacrymogènes. "Dégage, dégage !", scandaient les protestataires lorsque le chef du CNT a pris la parole avant de se replier à l'intérieur du bâtiment.

Jeudi soir, c'est le vice-président du CNT qui avait été pris à partie par des étudiants à l'université de la ville. Abdoul Hafiz Ghoga avait été entouré et bousculé par une foule de manifestants en colère, avant d'être secouru et mis à l'abri.

"Nous attendions la sécurité, la paix et la transparence et nous avons eu tout le contraire", a dit un manifestant de 28 ans, Miftah al Rabia.

Oliver Holmes

Avec Taha Zargoun à Tripoli et Mohammad Al Tommy à Benghazi, Omar Fahmy au Caire; Guy Kerivel pour le service français

---

3 Résistance - Sur le terrain

### [Le siège du CNT à Benghazi attaqué par des manifestants](#)

Des manifestants ont lancé samedi plusieurs grenades artisanales sur le siège du Conseil national de transition (CNT, issu de la 'rébellion') à Benghazi, dans l'est de la Libye, avant d'envahir et de saccager le bâtiment.

Ils ont mis le feu à la façade, brisé des fenêtres et cassé l'une des voitures blindées qui se trouvait là. Des manifestants nous ont aménagé un passage et nous avons pu sortir, personne n'a été blessé. Je suis sorti d'un côté et Moustapha Abdeljalil (le chef du CNT) de l'autre, a dit à l'AFP par téléphone Fathi Baja, le responsable des affaires politiques du Conseil, qui se trouvait sur place.

Les revendications de ceux qui ont fait ça ne sont pas connues, on ne comprend pas. Certains étaient très jeunes, une quinzaine d'années, d'autres plus vieux, il y avait beaucoup de monde. Certains demandent la démission de tout le CNT à l'exception de ma personne, de celle de Moustapha Abdeljalil et d'un autre membre du Conseil, a-t-il ajouté.

Les protestataires, armés de pierres et de barres de fer, ont investi les lieux puis saccagé les locaux, ont rapporté des témoins à l'AFP.

Auparavant, le chef du CNT était sorti pour tenter de les calmer mais des manifestants l'ont conspué et lui ont jeté des bouteilles en plastique, selon les mêmes sources.

Dans l'après-midi, des manifestants avaient jeté plusieurs grenades artisanales sur le siège du CNT sans faire de victimes, toujours selon des témoins.

Ces jellatinas, des grenades artisanales à base de TNT, ont été lancées sur le bâtiment et dans son périmètre au milieu d'une manifestation d'anciens rebelles blessés au cours de la révolte contre le régime de Mouammar Kadhafi.

En début de soirée, le nombre de manifestants avait grimpé à au moins 1.500 selon un correspondant de l'AFP, qui a entendu trois nouvelles explosions.

Les protestataires réclament plus de transparence de la part du CNT, l'exclusion des opportunistes des postes à responsabilité et dénoncent la marginalisation des blessés.

Ces incidents interviennent à la veille de l'annonce, dimanche, de la loi électorale élaborée par le CNT en prévision de l'élection en juin d'une assemblée constituante et de la composition de la commission électorale.

Le secrétaire du CNT, Moustapha al-Manae, avait indiqué à l'AFP plus tôt dans la journée que M. Abdeljalil avait reçu un groupe de manifestants afin d'examiner leurs demandes.

Il leur a ensuite envoyé trois ministres pour en discuter. Leurs demandes sont légitimes, a-t-il ajouté.

Selon des responsables locaux, une enquête est en cours pour identifier les auteurs de l'attaque.

Le CNT a récemment fait face à des critiques inédites depuis la chute de Mouammar Kadhafi. Un sit-in est toujours en cours à Benghazi, berceau de la rébellion, pour réclamer davantage de transparence et l'exclusion des personnes ayant fait partie de l'ancien régime.

Jeudi, le vice-président du Conseil, Abdelhafidh Ghoga, a été agressé par des étudiants en colère à l'université de Benghazi.

Le CNT avait alors mis en garde contre toute atteinte ou agression à son encontre, affirmant dans un communiqué qu'il était la plus haute autorité politique légitime jusqu'à l'élection de l'assemblée constituante.

Le CNT avait aussi dénoncé des campagnes agressives et programmées pour porter atteinte à sa réputation, accusant des partisans de l'ancien régime d'être derrière ces campagnes en vue de faire échouer la révolution.

L'agression jeudi de M. Ghoga ne sort pas de ce contexte et fait partie d'un plan odieux, avait ajouté le

CNT.

<http://www.romandie.com/news/n/ Libye le siege du CNT a Benghazi attaque par des manifestants210120122101.asp>

22/01/2012

Reprise de la ville de Bani Walid !

<http://www.aloufok.net/spip.php?article6497>

lundi 23 janvier 2012, par aloufok

Des partisans lourdement armés du régime libyen déchu ont pris lundi le contrôle de la ville symbolique de Bani Walid, tuant cinq ex-rebelles, au moment où les nouvelles autorités font face à la crise politique la plus grave depuis leur prise du pouvoir.

Des fidèles au défunt colonel Kadhafi, armés de mitraillettes et de RPG, ont attaqué en plein jour la base de "la brigade du 28-Mai, la plus importante à Bani Walid et la seule qui dépende du ministère de la Défense", a affirmé à l'AFP un responsable local sur place, M' Barek al-Fotmani.

Ils ont ensuite "pris le contrôle de toute la ville", à 170 km au sud-ouest de Tripoli, après l'attaque contre la base, encerclée par des pro-Kadhafi brandissant les drapeaux verts de l'ex-régime, selon lui. Cinq ex-rebelles, dont le commandant de la brigade, y ont péri et une trentaine ont été blessés.

Il s'agit des violences les plus graves à Bani Walid depuis la "libération" en octobre 2011 de la Libye après huit mois d'un conflit meurtrier. La ville n'était tombée que quelques jours avant la mort dans la ville de Syrte de l'ancien dirigeant, capturé par les révolutionnaires ou thowars.

"Les assaillants crient 'Allah, Mouammar, la Libye et c'est tout' ! La veille, ils avaient distribué des tracts disant : 'Nous reviendrons bientôt, nous allons mettre les rats dehors'", a affirmé M. al-Fotmani. "J'appelle les thowars de Libye à sauver d'urgence les thowars de Bani Walid. Leurs munitions sont bientôt terminées", a-t-il dit.

D'après lui, les blessés n'ont pas pu être évacués car les ambulances n'ont pas été en mesure de les approcher, "des snipers étant positionnés sur l'école et la mosquée" situées à proximité.

Selon un membre du Conseil national de transition (CNT), au pouvoir en Libye, les autorités "discutent de la question de Bani Walid".

Des forces de l'armée sont en route pour la ville, a indiqué une source militaire.

Le porte-parole du conseil local de Bani Walid, Mahmoud el-Werfelli, a dit à l'AFP craindre "un massacre". "Nous avons demandé l'intervention de l'armée mais le ministère de la Défense et le Conseil national de transition nous ont trahis, ils nous ont laissés entre le marteau et l'enclume. Cela fait deux mois que nous leur demandons de trouver une solution".

Ces violences interviennent au moment où le CNT fait face à la crise politique la plus grave depuis son arrivée au pouvoir. Dimanche, son vice-président, Abdelhafidh Ghoga, a dû démissionner sous la pression de la rue.

Le chef du CNT, Moustapha Abdeljalil, a exclu une démission du Conseil en mettant en garde contre "une guerre civile".

Le CNT a dû se résoudre à se réunir en secret et à reporter l'adoption de la loi électorale qui régira l'élection d'une assemblée constituante en juin après le saccage samedi de son siège à Benghazi, le berceau de la révolution dans l'est du pays.

M. Ghoga, accusé d'être un "opportuniste" et d'avoir fait partie de l'ancien régime, avait été agressé jeudi dernier par des étudiants en colère à l'université de Ghar Younès, à Benghazi.

"Nous ne voulons pas que notre pays glisse vers le chaos (...) car cette étape est critique, pas moins critique que celle qui l'a précédée", a-t-il dit à l'AFP après avoir présenté sa démission.

Les armes prolifèrent en Libye depuis la fin du conflit, et des incidents banals se transforment régulièrement en affrontements armés. Au moins une personne a ainsi été tuée dans la nuit de dimanche à lundi dans des heurts à Tripoli entre un ex-prisonnier et d'anciens rebelles.

Par ailleurs, la Cour pénale internationale a démenti avoir pris une décision sur la tenue d'un procès de Seif al-Islam Kadhafi en Libye devant un tribunal libyen, contrairement à ce qu'avait annoncé le ministre libyen de la Justice. Fils de Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam a été arrêté le 19 novembre 2011 et fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article6497>

lundi 23 janvier 2012, par aloufok

Cela prouve bien que les partisans de Kadhafi et de la *jamahiriya arabe libyenne et socialiste* ont un rapport de force non-négligeable en Libye malgré l'appui de l'invincible armada occidentale aux rebelles du CNT.

Conclusion : contrairement à ce qu'on a voulu nous faire croire, Kadhafi était un mec bien ; sinon, son "régime" ne serait pas regretté au point que tant de monde fasse la guerre pour le rétablir !

Textes et vidéos ici : a ouvrir

<http://mai68.org/spip/spip.php?article3745>

---

Ojos para la paz : La tribu ZINTAN\* libère 200 femmes capturées par les milices de Misrata.

Nier soir, peu après 22 heures, les milices de Zintan sont arrivées à accéder à une maison de Tripoli qui était sous surveillance depuis quelques temps, car y entraient beaucoup de 'rebelles' tout au long de la journée. Les milices vertes de Zintan ont trouvé là 200 très jeunes femmes désespérées qui avaient été capturées et avaient été systématiquement violées par les milices appelées 'rebelles'. Des témoins présents au moment de la libération parlent du désespoir et de la souffrance qui se voyaient sur le visage de ces pauvres jeunes. Selon ce qu'elles ont déclaré, ces très jeunes filles Libyennes ont été enlevées voici déjà deux mois et ont été violées systématiquement.

Elles ont été enlevées par les milices de Misrata.

Ce nouveau scandale touchant les agresseurs de la Libye rend à nouveau manifeste une agression consentie par les milices de Misrata, ainsi que par les groupes armés de Tripoli et les groupes armés de Al Qaeda, entre autres. Ces groupes ont laissé des montagnes de vidéos, preuves et témoignages de leurs abus et violations des droits de l'homme, cependant il est très étonnant que [Human Right Watch \(HRW\)](#) accuse sur son site web la seule milice qui est libyenne.

Non, les Libyens ne torturent personne et encore moins les Libyens eux-mêmes, comme ont peut le voir dans les médias. Cela a été plus que démontré publiquement et voilà qu'ils nous accusent de la même chose en portant leurs accusations là où il n'y a aucune preuve et en faisant silence sur les preuves réelles et les témoignages qui sont en ce moment à la portée du monde entier.

Une fois de plus, nous allons être témoins qu'un scandale de cette amplitude ne sera pas publié par les médias et ce sera comme s'il n'avait jamais existé.

Hier, il y a eu une grande manifestation à Tripoli contre le CNT. Les groupes armés de Abdel Hakim Belhadj - Al Qaeda ont tiré et tué une jeune fille et blessé un jeune.

Il y a quatre soirs, 5 très jeunes filles ont disparu et personne ne sait où elles sont.

Source : <http://www.ojosparalapaz.org/2012/02/zintan-libera-200-mujer...>

\* *Celle-là même qui a refusé de livrer Saïf al Islam Kadhafi à la Cour Pénale Internationale (CPI) et, bien que ne faisant pas partie de la Résistance Verte, [semble le protéger](#) sans quoi il serait déjà mort, comme beaucoup d'autres membres de sa famille assassinés sauvagement.*

URL de cet article 15758

5 février 2012

<http://www.legrandsoir.info/libye-viols-de-200-femmes-par-les-rebelles.html>

---

Des Canons ... pas du beurre

[www.gnet.tn](http://www.gnet.tn) : Le chef des insurgés de Tripoli menace de transformer la Libye en brasier.

Le chef des insurgés de Tripoli, Abdallah Naker, a lancé une diatribe contre les Etats-Unis, qui ont proposé une assistance pour l'organisation de l'armée libyenne, mettant en garde contre ce qu'il qualifie "d'ingérence américaine, et de transformation de la Libye en un nouvel Irak".

Naker a menacé de transformer la Libye en un brasier, qualifiant le chef du conseil militaire de Tripoli, Abdelhakim Belhaj, "de produit du Qatar". "Nous dirons aux Américains bienvenue, nous serons dans leur attente, et nous l'enflammerons beaucoup plus de ce qu'ils ont observé en Irak", souligne-t-il, cité par le journal "la nouvelle Libye", dans son édition d'hier.

"Nos armes sont là, ainsi que nos insurgés qui sont prêts, tout peut être consenti pour la Libye", a-t-il ajouté en substance.

Abdallah Naker a critiqué les conseils militaires qui reçoivent des aides étrangères, considérant le chef du conseil militaire de Tripoli comme "un produit du Qatar", "il a reçu un soutien du Qatar, à côté d'autres personnalités", qu'il n'a pas citées.

Il a indiqué que son conseil comprend une grande force, dépassant les 100 mille insurgés, répartis sur les



différentes régions de la Libye, soulignant qu'il s'appuie "sur un autofinancement, à travers des organisations de la société civile et des hommes d'affaires patriotes".

"Nous sommes de vrais insurgés, et non influencés par le Qatar, comme un bon nombre de personnes qui prétendent être des rebelles", relève-t-il.

"De nombreuses sources de financement nous ont été proposées, de plusieurs Etats, comme le Qatar, la Jordanie, les Emirats, l'Amérique, la France, et d'autres médiateurs qui pourraient être des Israéliens, mais nous les avons refusées, car nous ne sommes pas à vendre", a-t-il souligné.

Tout en affirmant qu'il ne s'est jamais rendu au Qatar, il a dit ne pas être contre l'Emirat, et "nous le remercions pour son rôle, mais qu'il s'immisce dans nos affaires intérieures, cela est un danger".

Le chef du conseil des insurgés de Tripoli demande que le gouvernement soit à 100 % libyen : "pourquoi font-ils venir des gens de l'étranger, malgré l'existence de compétence à l'intérieur, qui étaient prêtes à se sacrifier pour le pays pendant la révolution".

Les Etats-Unis ont proposé récemment, par la voie de leur porte-parole, Victoria Nuland, une assistance militaire au conseil national de transition libyen pour l'aider à organiser les milices armées, et les intégrer dans une armée libyenne.

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/le-chef-des-insurges-de-tripoli-menace-de-transformer-la-libye-en-brasier/id-menu-957.html>

---

---

4 Politique des Usa

Les grandes manœuvres

[Obama envoie ses soldats à Tripoli.](#)

15/01/2012

Un accord secret a été trouvé entre les renégats du CNT et les Etats-Unis pour venir à bout de la vraie révolution qui commence en Libye. D'après nos informations, un premier contingent de ces soldats en provenance de Malte s'est implanté à Benghazi pour tenter de mettre fin au sit-in des anti-CNT qui n'en démordent pas. Une rumeur a même couru dans les rues de Benghazi faisant état d'une tentative d'assassinat ratée contre Moustapha Abdeljalil, le chef du CNT, à l'aide d'une bombe artisanale.

Le deuxième contingent, fait de forces spéciales américaines s'est implanté à Tripoli. Le but serait de sécuriser l'Ambassade américaine, les ambassadeurs occidentaux et certains membres du CNT installés dans les palaces de la ville. En effet, des rumeurs persistantes annoncent que l'armée verte a projeté de faire une attaque d'envergure dans la ville.

Le général major « Harb » de l'armée Libyenne verte, a déclaré dans un message destiné aux unités de sécurité tribale, de la sécurité populaire, aux bataillons combattants, au bataillon 32, à la garde populaire, aux moudjahidines et aux Libyens libres qu'ils vont libérer la Libye. Il a ajouté que la résistance va lancer les opérations sur toutes les régions de l'ouest à l'est. Il demande aux Libyens de rejoindre les combattants de la résistance et de lancer des attaques même avec des pierres. Il a demandé aux combattants de Abou Slim et El Hadaba d'intensifier les opérations contre les traîtres qui ont vendu la Libye. Les combattants de l'armée vont faire des opérations Kamikazes et différentes opérations militaires jusqu'à la libération de tous les prisonniers ainsi que de leur chef Seif El Islam Kadhafi. La Libye ne sera jamais partitionnée ni devenir une emirate du Qatar ou des Emirats arabes unis, ou une colonie de la France ou sous le contrôle d'un pays européen.

Il demande à toutes les forces de l'armée, des moudjahidines, des bataillons, des tribus de toutes les régions ainsi qu'aux peuples Algérien, Tunisien, Irakien, Egyptien, Syrien de rester debout contre les rats et mercenaires, avec les Libyens de la Jamahiriya et aider les moudjahidines de la résistance.

A Syrte, la ville martyre, la population s'est encore soulevée. De violents combats ont eu lieu sur place, entre les traîtres de Misrata, des jeunes volontaires de la cité et des membres de l'armée libre de Libye. Plus de 20 rebelles ont été tués, leur matériel confisqué et plusieurs ont été fait prisonniers. Syrte s'attend donc à une riposte et s'y prépare.

Décidément, les Occidentaux ont réussi leur coup, déstabiliser tous les pays qui ne leur sont pas favorables, installer leurs sous-fifres puis des bases militaires. La Libye en prend le chemin. Le CNT aurait convaincu la CPI de juger Seif al-Islam à Tripoli et payer les rebelles de Zentan pour qu'il soit livré.

<http://french.irib.ir/info/afrique/item/164082-libye-obama-envoie-ses-soldats-%C3%A0-tripoli>

---

## 6 Les institutions

### Otan

Antoine : Libye, l'OTAN a tué des civils.

Article du NouvelObs (voir ci-dessous) à proposer, pour méditation, à ceux qui, à gauche, ont voté ou soutenu ceux qui ont voté une résolution de l'ONU ouvrant la voie à l'intervention de l'OTAN. A ceux aussi qui, en suivant la logique d'un BHL, tétanisés encore par les victimes "innocentes" du World Trade Center, auront consenti aux morts otanesques de Libye ! Dououreux devrait être le constat que le refus de dénoncer l'intervention de l'OTAN a contribué à légitimer de fait la dialectique cynique des oeufs qu'il faut casser pour qu'on ait l'omelette et a posé, sur la balance d'une raison instrumentale souvent refoulée, qu'un civil libyen mort valait moins qu'un civil américain mort ! Dit autrement : la fin officiellement poursuivie par l'OTAN et les pays qui la soutiennent (la liberté d'un peuple) a justifié les moyens attentatoires aux vies de civils. Avec la circonstance aggravante, si l'on peut dire, que l'OTAN n'a rien justifié et ne justifie rien en Libye. Elle cache ses méfaits, elle ment par omission, comme elle a tout classiquement et banalement passé sous silence les raisons éco-géostratégiques qui motivaient son action. Le plus grave étant que des gens de gauche, ouvertement ou "par omission" d'action anti-intervention, n'aient voulu voir que le "soutien" aux résistants de Benghazi et non son inévitable et tout à fait prévisible prix en vies civiles. Peut-on espérer qu'il sera désormais acquis que des frappes "chirurgicales" de l'OTAN, y compris cautionnées par l'ONU, commencent toujours par opérer sous anesthésie les consciences morales et politiques en inoculant du "sauver les femmes afghanes de la charia talibanesque", du "protéger le monde des armes saddamites de destruction massive" ou du "sauver Benghazi" ? Après l'Irak, après l'Afghanistan, les errements politiques dans "l'affaire libyenne" incitent hélas à en douter...

Antoine (Montpellier)

---

## 7 Pays Arabes & voisins

### Russie

[french.irib.ir](http://french.irib.ir) : [Moscou veut la lumière sur les civils tués par l'Otan](http://french.irib.ir)

La Russie a demandé mardi à la communauté internationale d'enquêter sur la mort de civils libyens lors des bombardements menés par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), ayant abouti au renversement du régime de Mouammar Kadhafi. « Il est de notoriété publique que l'OTAN a porté des frappes contre des sites purement civils lors de son opération en Libye, faisant des victimes parmi les civils. Nous considérons que nous ne devons pas ignorer ce problème et que le Conseil de sécurité de l'ONU peut et doit réagir à cette situation en tant qu'organe représentant la communauté internationale », a déclaré mardi à Moscou le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, cité par l'agence Ria Novosti.

Le 17 mars 2011, la Russie et la Chine se sont abstenues lors de l'adoption de la résolution 1973 autorisant le recours à "tous les moyens nécessaires" pour protéger les populations civiles en Libye, où Mouammar Kadhafi tentait de réprimer par la force une insurrection armée. Depuis, ces deux pays accusent les pays occidentaux d'avoir outrepassé ce mandat.

M.Gatilov a rappelé que le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU Vitali Tchourkine avait déjà proposé d'enquêter sur la situation en Libye avec la participation du commandement de l'OTAN et de l'ONU. Plusieurs membres de l'ONU et les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont appuyé cette idée, mais les membres occidentaux du Conseil de sécurité de l'ONU ont rejeté cette proposition. Selon eux, il est plus utile de réfléchir à l'avenir de la Libye que de l'enquêter sur son passé. « Nous ne sommes pas contre une discussion sur le développement futur de la Libye, mais il faut enquêter soigneusement sur les conséquences de l'opération aérienne de l'OTAN », a indiqué M.Gatilov, assurant que l'Alliance doit dans tous les cas rendre compte de ses actions en Libye.

Mardi, 17 Janvier 2012

<http://french.irib.ir/info/afrique/item/164485-libye--moscou-veut-la-lumi%C3%A8re-sur-les-civils-tu%C3%A9s-par-l%E2%80%99otan>

---

---

8 Les pays

1 Belgique

L'opération en Libye a coûté 32 millions d'euros.

Pieter De Crem ne précise pas si ces coûts comprennent les 472 bombes, toutes à guidage de précision (par laser ou GPS), larguées par les F-16 durant le conflit.

La participation belge à l'opération "Unified Protector" de l'Otan en Libye, qui a conduit au renversement et à la mort du dirigeant Mouammar Kadhafi a coûté 32,350 millions d'euros à la Défense, a indiqué le titulaire de ce portefeuille, Pieter De Crem.

Le gouvernement avait décidé en mars dernier de se joindre à l'intervention en Libye menée par une coalition internationale mandatée par l'ONU - et dont l'Otan avait en ensuite pris le commandement à la fin du mois - pour protéger la population libyenne de la répression menée par le régime.

Cette participation s'était concrétisée par l'engagement durant sept mois de six chasseurs-bombardiers F-16 opérant depuis la Grèce et servis par une bonne centaine de militaires, de deux chasseurs de mines - successivement le "Narcis" puis le "Lobelia" et leur équipage d'une quarantaine de marins, de quelques militaires dans les états-majors interalliés ainsi qu'à bord des avions-radar AWACS de l'Otan.

Les coûts bruts de l'opération s'élèvent à 43 986 millions d'euros pour la Défense, a précisé Pieter De Crem (CD&V) en réponse à une question du sénateur Karl Vanlouwe (N-VA). En termes nets, le coût est de 32,350 millions d'euros, le solde étant pris en charge par d'autres départements.

La part du lion revient au détachement de F-16 basé à Araxos (sud-ouest de la Grèce, dont l'engagement a coûté 36,368 en brut et 31,523 millions en net. La mission des chasseurs de mines tripartites (CMT) "Narcis" et "Lobelia" a coûté 7,286 millions en brut et seulement 495 000 euros en net, selon le ministre.

Le coût de la participation à un état-major maritime de l'OTAN a été de 26 000 euros (brut et net) et celle des membres d'équipage belges des AWACS 306 000 euros dans les deux cas.

Pieter De Crem ne précise pas si ces coûts comprennent les 472 bombes, toutes à guidage de précision (par laser ou GPS), larguées par les F-16 durant le conflit.

Belga,

1 février 2012

---

---

---

Ouvrir carte de Libye ? cliquer sur...

[http://maps.google.be/maps?hl=fr&xhr=t&q=carte+de+libye&cp=12&bav=on.2,or.r\\_gc.r\\_pw.&biw=1016&bih=559&wrapid=tljp1314001217203022&um=1&ie=UTF-8&hq=&hnear=0x13a892d98ece010d:0xfa076041c7f9c22a,Libye&gl=be&ei=ihFSTrDpNqP24QSK-ICvDQ&sa=X&oi=geocode\\_result&ct=image&resnum=1&sqi=2&ved=0CCYQ8gEwAA](http://maps.google.be/maps?hl=fr&xhr=t&q=carte+de+libye&cp=12&bav=on.2,or.r_gc.r_pw.&biw=1016&bih=559&wrapid=tljp1314001217203022&um=1&ie=UTF-8&hq=&hnear=0x13a892d98ece010d:0xfa076041c7f9c22a,Libye&gl=be&ei=ihFSTrDpNqP24QSK-ICvDQ&sa=X&oi=geocode_result&ct=image&resnum=1&sqi=2&ved=0CCYQ8gEwAA)